**Mouvement social, mouvement syndical : quoi de neuf ?**

**(Introduction au débat intitulé : « Mouvement social : le vieux, le neuf » à l’Université d’automne).**

**Jean-Claude Mamet**

Cette mise par écrit de l’introduction au débat sur le « mouvement social » faite à l’Université d’automne vise à susciter encore les débats, notamment pour celles et ceux qui étaient absents (!). Et donc consolider si possible notre approche collective de la réalité des luttes, du syndicalisme et des mouvements sociaux. Elle peut donc, et c’est souhaitable, susciter des réactions, des compléments.

Mais avant d’y venir, je voudrais répondre à des interpellations très critiques qui ont été faites dans l’atelier, notamment sur la dimension féministe manquante, ou la non prise en considération du mouvement féministe dans ce que nous appelons le (ou les) Mouvement social (aux). Je reconnais qu’il arrive souvent « d’oublier » la dimension féministe. En l’occurrence, une erreur a peut-être été faite d’intituler cet atelier : Mouvement social. Cet intitulé pouvait amener à penser qu’il y serait débattu toute la dimension plurielle des mouvements sociaux aujourd’hui. De ce point de vue, il n’y a aucun doute pour moi que le mouvement féministe en fait partie, comme bien d’autres mouvements de luttes variés : antiracisme dans ses dimensions nombreuses elles aussi, mouvement des chômeurs, jeunesse (à noter que le mouvement contre Parcourssup n’a pas été abordé dans l’atelier non plus), quartiers populaires, écologie de masse (Alternatiba), etc. Mais ce n’était pas l’objet de l’atelier de brosser un tableau exhaustif des mouvements sociaux en général.

L’objet était plutôt de cerner à quel point le mouvement syndical, qui fait aussi partie du mouvement social général (ce que certains contestent par ailleurs !), a pu être percuté depuis deux ans ou plus par certaines formes innovantes d’action parallèles à celles du syndicalisme. L’idée de départ était de partir de la séquence de lutte du printemps 2018, marquée par des mobilisations appelées par des syndicats, mais en examinant certains aspects non traditionnels, plus ou moins conflictuels, mais aussi intéressants, apparus dans certaines initiatives. Il s’agit en fait de *questionnements* posés au syndicalisme, comme cela a été dit d’emblée, et pas d’affirmations péremptoires et définitives. Il faut donc débattre pour infirmer, nuancer ou au contraire enrichir certaines questions posées.

Pour reprendre le fil de l’introduction faite, il s’agissait donc de se poser la question : dans les luttes récentes appelées par des syndicats, qu’y a-t-il de neuf ? On peut faire remonter la périodisation jusqu’à la lutte de 2016 contre la loi Travail.

Les questions étaient donc les suivantes :

1. Que penser du phénomène des « cortèges de têtes » ? Que révèlent-ils des rapports du salariat au syndicalisme ?
2. Quid de la jeunesse, ou plutôt de certains groupes jeunes aujourd’hui, dans leur rapport à l’engagement et au travail ?
3. Comment renouveler les répertoires de l’action syndicale ? (journées d’action critiquées)
4. Quel rapport entre action sociale et action politique la Marée Populaire peut-elle inaugurer ?

**1-Les manifestations et les « cortèges de tête » :**

**a) quelques faits à noter :**

- Manifestation Marée Populaire du 26 mai à Paris (vérifier ce qu’il en est dans les autres régions) : Il était prévu initialement qu’il n’y ait pas de « carré de tête» traditionnel, mais d’abord un cortège des luttes les plus significatives. Suivi des associations, des syndicats, et ensuite les partis politiques. La réalité a été assez différente avec une manifestation en trois tiers : un grand premier tiers rempli de mouvements divers (le groupe Assa Traoré appelait mais ne voulait pas être assimilé au dispositif officiel), parfois formalisés avec banderole, mais aussi un grand nombre de personnes, de salarié-es, de jeunes, de syndicalistes, qui souhaitaient seulement être là parce que c’était vivant et pas traditionnel. Le deuxième tiers : syndicats. Troisième tiers : les partis.

- Manifestation dite « Fête à Macron » le 5 mai. Rappel : aucune confédération ou gros syndicat national n’y appelait, sauf quelques fédérations CGT ou SUD (peu visibles par ailleurs). Là aussi, en tête était théoriquement prévu des cortèges de luttes précises ou d’appels de syndicats d’entreprises. Mais la totalité de la manifestation a été un immense mélange qui ressemble à ce qui est maintenant nommé « *cortège de tête* » (sans les groupes dits « *autonomes* »), mais à une échelle très massive, joyeuse, mélangée. Beaucoup de syndicalistes individuels. Certes, des partis politiques avaient mobilisé beaucoup, dont surtout la FI. Mais il s’est produit une sorte d’alchimie socio-politique.

- 1er Mai 2018 à Paris : 12000 personnes en tête, devant les syndicats, même si cela est dû en partie au blocage sur place du cortège par l’initiative d’affrontements des « autonomes » : les personnes remontaient donc les cortèges syndicaux pour « bouger ».

- 2016  et lutte contre la loi Travail : presque toutes les manifestations ont été précédées à une échelle croissante par les initiatives de jeunes, de « cortèges de tête », de mélanges divers de personnes venant de Nuit Debout, de salarié-es ou de syndiqué-es sans appartenance marquée ou très étiquetée. On reviendra sur Nuit Debout plus loin.

- ajoutons début septembre 2018 : manifestations presque spontanées, plutôt massives, plutôt jeunes et féminisées, sur la question climatique. Là aussi, des salarié-es et syndicalistes dispersé-es. Certes, forte présence du réseau Alternatiba.

**b) Quelles réflexions tirer de ces descriptions ?**

- On peut décrire dans les cortèges de tête une sorte « *d’interprofessionnelle de la rue* ». Par affinité, par réseaux sociaux.

- Une volonté de ne pas dépendre des mots d’ordre et structures syndicales. Sans antisyndicalisme pour autant.

- Donc ces espaces de manifestation expriment peut-être une recherche de « *syndicalisme informel* », une demande   de pratiques nouvelles que certains chercheurs décrivent comme du «*para-syndicalisme*» (« *Sociologie politique du syndicalisme* »- Béroud, Giraud, Yon-2018).

- Dans un bilan tiré des luttes du printemps 2016 contre la loi Travail, j’écrivais que le syndicalisme de lutte pourrait utilement se ressourcer en assumant l’idée d’être un «*syndicalisme du mouvement social* ». C’est-à-dire d’apparaitre comme renouvelant les modes de lutte et de construction, afin d’être plus en phase avec des attentes contemporaines de souplesse ou de refus du formalisme.

- Dans la discussion (trop brève) de l’atelier, il a été dit que les syndicats étaient aussi en capacité de recruter. Par exemple, on note dans la CGT une avancée de la proportion des syndiqué-es de moins de 35 ans. On le remarque aussi dans les cortèges. Tout cela touche le débat récurrent sur la syndicalisation de masse, o combien nécessaire et sans doute possible à une certaine échelle, permettant de combler au moins quelques déserts syndicaux, en particulier dans le salariat précaire (les nouveaux secteurs, les services, etc). Dans certains pays, notamment anglo-saxons, les méthodes dites *organizing* de plans de resyndicalisation ont eu des résultats. En France, pays de syndicalisme militant, la notion est peu utilisée, voire suspecte. C’est pourtant cela que la CFDT a quand même su pratiquer avec des résultats, qui la rend présente dans beaucoup d’entreprises privées. C’est aussi cela que l’association REACT (avec de jeunes militant-es pro-syndicaux très volontaires) met en œuvre (exemple : hôtellerie), mais avec des résultats fragiles s’ils ne sont pas suivis d’un « encadrement » organisationnel durable. Mais cela n’empêche pas de se poser la question de l’image un peu surannée que renvoie le syndicalisme de lutte vis-à-vis de jeunes ou de salarié-es éloigné-es des cultures du mouvement ouvrier. Il ne s’agit pas de remplacer une culture par une autre, mais de trouver des points de jonction et de « donner envie ».

**2- Les attentes dans la jeunesse, sur le travail et l’engagement :**

Les notations ci-dessous ne concernent pas LA jeunesse en général. Mais de CERTAINS-ES jeunes. Il ne s’agit donc pas d’essentialiser à partir de situations observées. Mais là encore de réfléchir en prenant conscience de certaines évolutions. En écoutant ce que disent des enquêtes sociologiques, notamment lors d’une journée d’étude récente à l’IRES, avec des sociologues (dont beaucoup de femmes) et quelques syndicalistes.

1. **Un travail qui ait du « sens » :** Il s’agissait dans cette journée d’étude d’observations de groupes de jeunes volontairement embauchés dans certaines formes d’entreprises, notamment d’économie sociale ou de distribution alimentaire. On note non pas une recherche de « *carrière sociale* », mais la participation à ce qui est appelé une « *production engagée* ». Les emplois dits traditionnels sont jugés peu « *éthiques* » et il est recherché un travail qui ait du « *sens*», en phase avec une « *cause* », dans lequel on trouve une certaine «*autonomie* » et pas trop de « *hiérarchie*».
2. **Nuit Debout :** le public de Nuit Debout à Paris (reste à vérifier ailleurs) n’est pas un public uniquement d’étudiants. 20% de chômeurs. 16% ouvriers (soit 3 fois le taux parisien). 38% de cadres. 1/3 de femmes. Peu de très jeunes : moyenne 30 ans. Attentes : critique du travail parental, recherche de sens, « *prendre des risques* », critique des « *manifestations classiques à* *papa*».
3. **Travailleurs Deliveroo :** on note dans les enquêtes le caractère ambivalent du « statut d’auto-entrepreneur ». D’un côté un certain discours sur la « *liberté* », l’absence de contrainte horaire, de « *subordination* » dans le travail Deliveroo, et même le refus du mot « *salarié* ». De l’autre une conscience de plus en plus claire de la surexploitation par les plates-formes. Et des formes de lutte qui peuvent se propager à grande vitesse, voire même s’internationaliser très vite aussi (réseaux spontanés d’une ville à l’autre, d’une capitale européenne à l’autre, et même réunion récente du réseau européen Altersummit avec 80 jeunes et plus de 10 pays représentés, à comparer aux extrêmes lenteurs du syndicalisme international).
4. **Jeunes en entreprises « traditionnelles » :** Les jeunes ne rechignent pas toujours à se tourner vers les syndicats. Cela a été dit dans le débat de l’atelier. L’enquête citée plus haut faite par certains chercheur-es comprend aussi des situations impliquant des jeunes ouvriers (notamment immigrés) dans des usines, y compris par exemple une usine automobile. Où l’on observe qu’une dynamique d’engagement syndical peut s’affirmer très rapidement suite à une révolte sur le travail, débouchant sur un recrutement syndical significatif, mais peut aussi retomber très vite s’il n’y a pas de résultat, si un conflit échoue (suite à des trahisons d’autres syndicats), et en dernier ressort s’il n’y a pas de projet de construire quelque chose dans la durée. Ce qui implique de dépasser la colère par une vision d’avenir. D’autres enquêtes montrent une très grande distance entre le vécu des salarié-es sous la dictature néolibérale, et l’idée que des Institutions représentatives du personnel (ex : DP ou CHSCT), ou les syndicats, pourraient jouer un rôle utile.

**3- Les « répertoires » de l’action syndicale ou les modes d’action :**

1. **Les journées interprofessionnelles :** Chaque fois qu’une séquence sociale à dimension interprofessionnelle ou fortement significative se construit, suite à une attaque du gouvernement (ou patronat), la première réponse syndicale est souvent «*une première journée d’action*». Parfois elle fonctionne, elle fait évènement, elle attire du monde. Parfois non. Ces journées sont critiquées plus ou moins sévèrement comme répétitives, « *saute-mouton* », voire conduisant à la défaite. Lorsqu’elles « fonctionnent » ou qu’elles ne fonctionnent pas, il peut parfois s’agir des mêmes syndicats qui appellent ensemble. Exemple : 9 octobre 2018 avec une assez bonne mobilisation, et 30 juin 2018 : mêmes organisations, mais mobilisation ridicule. Ou encore : journée fonction publique réussie du 22 mars 2018, et ratée le 22 mai (avec un arc syndical pourtant plus large).

**Comment expliquer ces variations ?**

Au-delà du débat récurrent sur la possibilité ou pas d’entrer d’emblée dans une dynamique de grève reconductible, avec des réalisations qui ne sont guère visibles en interprofessionnel, il y a sans doute une question de *sens et d’enjeu,*  qu’on peut qualifier de *politique* au bon sens du terme, sur la manière dont est perçue à large échelle telle ou telle date d’action. On se souvient par exemple que la première date interprofessionnelle en 2016 (9 mars) a été précédée par la fameuse pétition virale de 1,3 millions de personnes, accompagnée de vidéos de jeunes, sur le simple thème : « *non merci, on vaut mieux que cela* ». Cette pétition a installé un enjeu politique, c’est-à-dire une *bataille d’idée sur la scène publique*, contre une certaine vision du monde, et donc implicitement pour une *autre vision*. Cette préséquence est entrée immédiatement en résonnance avec l’initiative syndicale unitaire du 9 mars. Dès lors, la rampe de lancement a fonctionné. Et puis, il y a eu le relai Nuit Debout pour amplifier ce phénomène politique : un autre monde est possible.

Or avec Macron, nous sommes passés à un stade supérieur de confrontation sur la société, sur ce qui fait son sens, ce qui l’unifie ou pas. Macron mène une bataille culturelle : anéantir et remplacer la culture de la gauche et du mouvement ouvrier, y compris en empruntant au vocabulaire de cette gauche en le dévoyant. La question qui se pose au démarrage d’une séquence de lutte est donc celle-ci : a-t-on préparé le terrain ? Est-ce qu’on se contente de décider une journée interpro, ou bien on réfléchit à des modes d’intervention qui associent un planning d’action avec une bataille sur ce qui fait sens pour le plus grand nombre ? C’est évidemment très difficile, mais probablement indispensable, si on veut éviter l’épuisement rapide des journées traditionnelles. Le syndicalisme s’avère souvent peu capable de prendre des initiatives d’animation du débat public, en lien avec le champ intellectuel et culturel. Son répertoire d’action a fortement besoin d’être renouvelé.

1. **Le laboratoire de la grève SNCF :** le débat a été vif entre syndicats, entre cheminots, sur la tactique de lutte suivie : pas de reconductible d’emblée, mais grève deux jours sur cinq, afin que l’action dure longtemps. Et cela a duré ! Cette tactique de lutte peut être considérée comme un renouvellement du répertoire d’action. Permettre de durer, c’est se donner du temps pour la bataille d’opinion dans une guerre de tranchée, une vraie bataille politique au bon sens du terme. Même la défense des statuts aurait dû être claire et nette, parallèlement avec les mouvements dans la fonction publique, où c’est un élément-clef et pas du tout « corporatiste ». A condition de l’assumer comme une conquête dont la portée peut être généralisée et être entendue dans le secteur privé (Code du travail). Mais c’est justement ce qui a manqué beaucoup. La CGT s’est efforcée d’avoir un plan alternatif à celui de Macron, très complet. Il y a même eu une plate-forme en 8 points, commune à l’intersyndicale. Mais cette base commune n’a pas franchi un seuil où elle aurait été vue et comprise sur la scène politique nationale, de telle sorte qu’elle puisse être un contre-projet crédible face à la propagande déferlante du pouvoir. On peut penser que l’intersyndicale ne pouvait pas assumer un tel défi politique, pour des raisons d’équilibre interne (La conf CFDT, qui surveillait étroitement sa fédération, ne veut pas du tout assumer une telle bataille politique). Cependant, la consultation interne à la SNCF a ensuite joué un rôle politique important. Il s’est également passé la même chose à Air France, avec la crise de direction qui s’en est suivi.

On peut aujourd’hui tirer le bilan d’une très insuffisante offensive idéologique et politique contre Macron et son monde, élément clef du rapport de force en plus de la grève. La CGT cheminots semble aujourd’hui consciente de cette nécessité en mettant en place un « *Comité de vigilance* » avec associations et forces politiques (mais pas les autres syndicats !), avec en ligne de mire une votation populaire.

On connait la devise de la Charte d’Amiens, dont tout le monde se réclame : la double besogne « *quotidienne et d’avenir* ». Mais c’est justement « *la besogne d’avenir* » qui fait défaut trop souvent. Or il faudrait que la besogne d’avenir accède enfin au statut politique, sinon on le laisse exclusivement aux partis (et au gouvernement). Reconnaissons-le : la tâche est rude.

Mais le paradoxe est aussi que même les partis ont fait défaut dans cette confrontation. Ils étaient pourtant bien partis avec un front commun de solidarité aux cheminots de 12 organisations, sous l’impulsion d’Olivier Besancenot. Mais ce front commun n’est jamais allé au-delà du soutien- donc le plus petit dénominateur commun- sans chercher collectivement à élaborer des propositions communes sur le service public du chemin de fer, y compris en Europe. La question se pose donc : à quoi servent les forces politiques pendant un conflit social ?

1. **Marée Populaire, ou l’embryon d’un espace social et politique**

Même si la mise en place de l’initiative Marée Populaire comporte une bonne part de pragmatisme liée aux circonstances (y compris les débats internes à la CGT), c’est la première fois que se constitue un espace associant syndicats, incluant la confédération CGT, associations, forces politiques (les 12), et cela sur des sujets de confrontation directe avec le pouvoir dans le domaine social. D’ordinaire, c’est là l’espace « réservé » du syndicalisme, même s’il existe quand même des collectifs de périmètre comparable mais unithématiques : Collectif national pour le droit des femmes, Convergence des services publics. Cet espace « réservé » est d’ailleurs la raison pour laquelle la CGT n’a pas voulu en septembre 2018 s’engager à nouveau dans une action sur le même terrain que celle du 26 mai, parce qu’existe maintenant une intersyndicale interprofessionnelle nationale (CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL), même si les déboires de FO la mettent en *stand by*.

Ce pragmatisme indique aussi la fragilité du dispositif. En aucun cas on ne peut le considérer comme un état-major de lutte, qui servirait à tout. En tout cas pas sur le plan national (localement, il y a plus de souplesse possible).

Pour que cela dure et gagne en efficacité, il convient évidemment que le syndicalisme soit pleinement engagé, ce qui est loin d’être gagné (ne serait-ce par exemple qu’à cause de l’extrême prudence FSU). Or une partie des réseaux syndicaux, s’ils soutiennent ce cadre, ont besoin d’avoir la certitude qu’il s’agit d’un cadre assumé et durable. Un débat syndical est donc souhaitable !

Mais la deuxième condition est aussi que le groupe des forces politiques agisse de manière unitaire, et pas en permanence de manière concurrentielle. Or cette condition est peut-être encore plus difficile à garantir. Le syndicalisme ne peut pas s’engager vraiment et en confiance si les partis politiques ne sont pas eux-mêmes « en confiance » dans leurs rapports réciproques. Or c’est loin d’être le cas.

Le cadre Marée Populaire peut peut-être, malgré les difficultés, se consolider comme un espace qui donne du *sens* aux luttes communes, sociales et politiques au sens noble du mot (quelle société), qui permet de visualiser des approches convergentes sur les grandes questions, et donc qui donne un horizon à tout le monde. C’est par exemple le défi du meeting antiraciste du 21 novembre.

Le 14 novembre 2018.